

# QDD.

Question de  
développement

Synthèse des études  
et recherches de  
l'AFD

JUILLET 2025  
N° 91

## Repenser la formation agricole et rurale de façon systémique, pluri-acteurs et territorialisée

### Comment « massifier » la formation agricole et rurale (FAR) ?

#### Pourquoi « massifier » ?

En Afrique subsaharienne, les projections démographiques indiquent que la population rurale devrait continuer de croître, pour atteindre 980 millions de personnes en 2050. Les jeunes ruraux de moins de 25 ans en constituent les 2/3. L'agriculture va rester un des premiers pourvoyeurs d'emplois<sup>[1]</sup>. Le continent fait face à des cohortes de jeunes en âge de travailler qui se retrouvent sur le marché du travail avec très peu d'instruction et aucune formation professionnelle ; cela se chiffre en centaines de milliers à l'échelle des pays. Ce quasi doublement de la population et du rapport urbains/ruraux supposerait pour ces pays de doubler

la productivité du travail en agriculture pour conserver le même niveau de disponibilité alimentaire, impliquant des dynamiques d'innovation et d'amélioration du capital humain. Dans le secteur agricole et rural, les dispositifs de formation formels restent toutefois fragmentés, sous-dimensionnés (de 2 à 10% des 18-25 ans seraient en formation agricole)<sup>[2]</sup>. Vingt ans après l'atelier international de Ouagadougou (2005)<sup>[3]</sup>, les défis restent nombreux et quasiment les mêmes : fragilité des modèles de production et des systèmes alimentaires, exode rural, vieillissement de la population agricole, évolution de la réglementation, des produits, changements climatiques, baisse de la fertilité des sols et des ressources en eau, essor des technologies de l'information

[1] Sara Mercandalli and Bruno Losch, eds., and Michael N. Belebema, Jean-François Bélières, Robin Bourgeois, Mulugeta F. Dinbabo, et al., "Rural Migration in Sub-Saharan Africa: Patterns, Drivers and Relation to Structural Transformation," Working Paper (Food and Agriculture Organization of the United Nations, 2019), [https://www.researchgate.net/publication/344620864\\_Rural\\_migration\\_in\\_sub-Saharan\\_Africa\\_patterns\\_drivers\\_and\\_relation\\_to\\_structural\\_transformation](https://www.researchgate.net/publication/344620864_Rural_migration_in_sub-Saharan_Africa_patterns_drivers_and_relation_to_structural_transformation).

[2] Organisation for Economic Co-operation and Development (OECD) and Food and Agriculture Organization of the United Nations (FAO), *OECD FAO Agricultural Outlook 2016-2025: Special Focus: Sub-Saharan Africa* (OECD Publishing, 2016), [https://www.oecd.org/content/dam/oecd/en/publications/reports/2016/07/oecd-fao-agricultural-outlook-2016-2025\\_g1g66608/agr\\_outlook-2016-en.pdf](https://www.oecd.org/content/dam/oecd/en/publications/reports/2016/07/oecd-fao-agricultural-outlook-2016-2025_g1g66608/agr_outlook-2016-en.pdf).

[3] <https://www.reseau-far.com/atelier-international-ouagadougou-2005/> « Atelier international, Ouagadougou, 2005 - Réseau-FAR

#### Auteurs

**Carole Lambert** (Institut Agro),  
**Christophe Lesueur** (Institut Agro),  
**Cécile Patat** (IRAM),  
**Gauthier Ricordeau** (TERO),  
**Betty Wampfler** (Institut Agro).

#### Coordination AFD

**Flavien Anno**  
**Pierre-Yves Durand**  
**Denis Vasseur**

et numériques, enjeu d'attractivité du secteur, etc. Ces tendances lourdes soulèvent non seulement l'enjeu du renouvellement de la main-d'œuvre agricole par la formation et l'insertion des jeunes, mais aussi le défi de produire plus, en préservant l'environnement, dans un contexte marqué par « une augmentation et la gravité des différents chocs »<sup>[4]</sup>. Ces défis renforcent la nécessité de capitaliser sur les dynamiques de rénovation de la FAR engagées dans différents pays, en constatant que si l'enjeu est bien connu, le « comment » y répondre reste à préciser.

**Pour autant, le niveau de satisfaction alimentaire des pays concernés a certes baissé, mais pas dans les proportions redoutées.** Cela incite à interroger la contribution de la FAR, notamment dans son acceptation formelle, aux innovations et aux changements de pratiques des agriculteurs, car celle-ci n'a souvent pas eu l'adaptation nécessaire (en quantité et qualité) pour répondre à ces enjeux. Cela invite aussi à questionner les pratiques d'apprentissage paysans, en tentant d'éclaircir particulièrement les processus informels à l'œuvre dans les territoires mais aujourd'hui encore « sous les radars ».

## Le secteur de la FAR : panorama, acteurs, dispositifs

Classiquement associée à la partie agricole et rurale de l'enseignement technique et de la formation professionnelle, la FAR<sup>[5]</sup> est très fragmentée, non intégrée dans un système unique.

Dans les **systèmes formels**, cette fragmentation s'observe notamment à travers l'ancrage institutionnel, les programmes, leur reconnaissance (diversité des certifications), les statuts des établissements...

Les **dispositifs non formels** mettent en œuvre le conseil, la vulgarisation, la formation continue, l'alphabétisation fonctionnelle. Ils peuvent revêtir une dimension nationale ou plus locale, et être portés par des organisations professionnelles, des ONG, ou encore par le secteur privé, les acteurs des filières, etc.

Les **processus informels** de circulation des connaissances, entre pairs, mobilisant des ressources diverses (discussions, médias...), jouent également un rôle central dans l'évolution des pratiques agricoles, tout en étant pourtant **mal (re)connus et peu appréhendés par les politiques et les partenaires venant en appui.**

À cette fragmentation s'ajoute l'amplitude des métiers : le « R » de FAR évoque les **métiers connexes à l'agriculture** qui assurent son fonctionnement, le dynamisme des territoires et font fréquemment partie des systèmes d'activités des ménages agricoles eux-mêmes.

## Prendre en compte la diversité des acteurs, des services et des modalités d'apprentissage sur les territoires

La reconnaissance des mécanismes d'apprentissages informels paysans passe par leur observation, objet de la présente étude prenant appui sur trois études de cas : Cameroun, Madagascar, Togo.

### Enseignements tirés de trajectoires de vie paysannes

Les trajectoires d'apprentissage observées confirment la **part systématique et importante de l'informel** : familles en tout premier lieu, amis et pairs dans des groupes d'entraide, tontines, expériences personnelles de salariat agricole ou de mobilité, interactions avec les acteurs du marché, etc. jouent un rôle prédominant dans la circulation des savoirs et des savoir-faire. Ces apprentissages **entre pairs** s'observent tout au long de la vie, dans différents cercles de sociabilité, généralement en proximité sociale ou géographique. Ils ne reposent généralement sur aucun référentiel de formation formel, mais passent par la **discussion, l'observation**, etc. Les **mobilités** (migrations plus ou moins longues, voyages) peuvent aussi jouer un rôle significatif dans l'évolution des pratiques. Les agriculteurs, au moins partiellement alphabétisés et connectés, tirent également partie des **médias** (radios communautaires, journaux), des moteurs de recherche ou des services en ligne, ainsi que des réseaux sociaux.

### L'hybridation des savoirs formels, non formels, informels

Les trajectoires de vie des personnes interviewées dans les trois pays montrent que les **apports non formels et formels se combinent** avec les acquis de l'informel et sont source potentielle de renouveau : sur les territoires analysés, le tissu et la diversité d'interventions existant en matière de FAR impactent une proportion importante d'agriculteurs et agricultrices. Ces interventions sont souvent **porteuses d'innovations**, qui perdurent **à condition qu'elles contribuent à produire un progrès aux yeux des producteurs.** Les paysans adaptent plus qu'ils n'adoptent ; la formation et le conseil sont utiles à condition d'être conçus sur la base principale d'une bonne compréhension des problèmes/projets des agriculteurs (à contrepoint de pratiques « descendantes »). Ces interventions ont aussi pu contribuer à l'émergence d'un « niveau intermédiaire » : des producteurs et productrices souvent qualifiés de « **relais** », susceptibles de devenir des **références locales, des « passeurs »** de savoir et savoir-faire acquis via des dispositifs formels ou non formels. Des enjeux importants résident dans la figure et le rôle de ces « intermédiaires » : garantie de la **qualité** de ce qui est transmis (enjeu se posant aussi vis à vis des informations circulant sur internet) ; capacité à entretenir

[4] Inter-Réseaux, 2024. <https://www.inter-reseaux.org/wp-content/uploads/GDS-No86-10-11.pdf>

[5] [https://www.reseau-far.com/fileadmin/user\\_upload/SYNTHESE\\_SUR\\_LA\\_FAR\\_EN\\_AFRIQUE\\_FRANCOPHONE.pdf](https://www.reseau-far.com/fileadmin/user_upload/SYNTHESE_SUR_LA_FAR_EN_AFRIQUE_FRANCOPHONE.pdf)

ce tissu de référents locaux ; **position sociale** qu'ils-elles occupent, pouvant être plus ou moins favorable à l'ensemble des agriculteurs du territoire ; **valorisation** de leur temps, etc.

### **Le contexte institutionnel de la FAR : perceptions, dispositifs et enjeux d'action publique**

Du point de vue plus institutionnel, les entretiens menés avec des personnes-ressources des trois pays (acteurs institutionnels, experts techniques et responsables d'organisations agricoles) permettent d'observer que la connaissance de ces processus informels est **empirique**. Même s'ils en reconnaissent la portée au niveau local, la plupart des acteurs restent convaincus que les transformations positives proviennent en premier lieu de l'extérieur et sont transmises via des dispositifs formels et non formels, tout en reconnaissant qu'ils ne couvrent pas l'ampleur des besoins. Cette vision prépondérante se reflète dans les orientations des politiques publiques des trois pays, qui, si elles sont spécifiques d'un pays à l'autre, tendent à prioriser la consolidation des dispositifs formels et non formels.

Dans les trois pays, les questions de « massification » et/ou de prise en compte des savoirs locaux se conçoivent, à partir du formel, via : i. une ingénierie de formation intégrant l'analyse de la **demande sociale** ; ii. **la participation des familles, des communautés et des professionnels dans les formations** ; iii. **des « relais »**. Ces mécanismes, s'ils contribuent à un plus large accès aux services de FAR et une certaine hybridation des contenus, sont toutefois peu mesurés sous cet angle. Dans tous les cas, on n'observe pas de proposition mettant plus fortement l'accent sur l'appui aux processus intrinsèques de circulation des pratiques. Enfin, le concept même de massification suscite **des doutes** : « *former pour former* » pourrait s'apparenter à une injonction à la formation, sans véritable demande ni ancrage territorial, générant peu d'impact. **Une offre de FAR ne saurait être conçue de manière pertinente qu'au regard de la demande sociale, économique et multisectorielle au niveau des territoires, en lien avec une lecture démographique.**

### **Vers le concept de « territoire apprenant »**

Ces questionnements autour de la FAR et la mise en évidence de facteurs internes et externes pouvant contribuer au développement de l'apprentissage (accès à l'éducation de base, existence d'une pluralité de sources d'apprentissage, de réseaux d'acteurs et de services, présence d'autres formes d'organisations sociales, désenclavement, accès aux médias, etc.) amènent à considérer le concept de « **territoire apprenant** »<sup>[6]</sup>. Ce concept repose sur l'idée que le développement d'un territoire est intrinsèquement

lié à sa capacité à apprendre, à s'adapter et à innover face à la diversité des défis actuels. Il permet d'envisager le rôle de la FAR à une échelle territorialisée et de façon systémique, et met l'accent sur la **collaboration** et les **liens entre les acteurs locaux** pour favoriser le développement collectif : dans un « territoire apprenant », ce sont avant tout les liens et les projets partagés qui priment sur les simples ressources disponibles. Ce concept offre une clé de lecture intéressante pour rechercher les **conditions préalables** puis des **leviers d'action** à activer, de manière différenciée selon les territoires.

---

## **Le concept de « territoire apprenant »**

Concept selon lequel la capacité d'apprentissage des acteurs d'un territoire s'envisage de façon systémique et est favorisée par les démarches collectives, car elle dépend de leurs liens et de degré de collaboration.

---

## **Leviers d'action pour des interventions dans le domaine de la FAR à l'échelle des territoires**

Les pistes d'action proposées concernent les différentes catégories d'acteurs des territoires et envisagent diverses perspectives :

### **Approfondir et partager les connaissances :**

- Poursuivre et renforcer la production de connaissances sur les apprentissages paysans, informels en particulier
- Soutenir les espaces de dialogue dans et entre les territoires et pays

### **Ancrer les dispositifs dans les territoires :**

- Comprendre et s'inscrire dans les processus de décentralisation
- Envisager des mécanismes de gouvernance de la FAR au niveau local
- Soutenir l'émergence d'un tissu de compétences FAR locales en synergies à l'échelle du territoire

### **Penser et agir « systémique », quantitatif et qualitatif :**

- Décloisonner, ancrer la formation et le conseil dans des dynamiques intersectorielles, holistiques reconnaissant la pluriactivité
- Emprunter des approches démographiques pour dimensionner les dispositifs et les inscrire dans les dynamiques des territoires.

**Travailler dans la durée** pour des dispositifs pérennes, inscrits dans les budgets nationaux ou décentralisés avec des mécanismes de financement dédiés.

[6] Cristol, D., *Les territoires apprenants - Usages et imaginaires pour apprendre ensemble*, publié en 2021.

**Promouvoir une ingénierie des dispositifs rigoureuse, faisant place à l’informel et à l’hybridation des savoirs et savoir-faire (« paysans », « scientifiques ») :**

- Des programmes articulant les services entre eux et avec les réseaux d’apprentissages informels
- Adapter la formation des conseillers, des formateurs et des concepteurs de dispositifs pour qu’ils soient capables de s’appuyer sur les savoirs locaux<sup>[7]</sup>, et sur des canaux de circulation informels.

*Cette question de développement (QDD) est la synthèse d’une étude menée par le groupement Institut Agro-FERT-RIFAR-IRAM-TERO : « Du concept de « massification » de la FAR à celui de « territoire apprenant » ? Prendre en compte la diversité des acteurs, des services et des modalités d’apprentissages sur les territoires pour dimensionner les investissements à destination des acteurs ruraux », commanditée par l’AFD et disponible [ici](#). Les études de terrain ont été conduites par 3 étudiants ingénieurs SAADS de l’Institut Agro Montpellier<sup>[8]</sup> et appuyés par des partenaires (APCFAR au Togo, PCP-AFOP au Cameroun, FIFATA à Madagascar)<sup>[9]</sup>. Merci à tous les contributeurs.*

[7] Cette meilleure (re)connaissance des savoirs et pratiques locales revêt une importance non négligeable dans une perspective de promotion de l’agroécologie.

[8] Systèmes Agricoles et Agroalimentaires Durables au Sud : Carrère, M., Tamague Y. et Tchatikpi, F.

[9] Association professionnelle des centres de FAR (APCFAR), Programme de Consolidation et de Pérennisation du dispositif de formation agricole (PCP-AFOP), Fikambanana Fampivoarana ny Tantsaha (FIFATA).

